

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
4 octobre 2004
Français
Original: espagnol

**Lettre datée du 21 septembre 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre relative à la grâce accordée par M^{me} Mireya Moscoso, ex-Présidente de la République du Panama, dont le mandat est arrivé à expiration le 1^{er} septembre, à quatre terroristes internationaux bien connus, d'origine cubaine, auteurs d'innombrables actes terroristes contre le peuple cubain.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Orlando **Requeijo Gual**

**Annexe à la lettre datée du 21 septembre 2004, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer des faits survenus le 25 août 2004 dernier concernant la grâce accordée par M^{me} Mireya Moscoso, ex-Présidente de la République du Panama, dont le mandat s'est achevé le 1^{er} septembre, à quatre terroristes internationaux bien connus, d'origine cubaine.

Le décret gracieux des terroristes que sont Luis Faustino Clemente Posada Carriles, Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo, Guillermo Novo Sampoll et Pedro Remón Rodríguez, entraînés par la Central Intelligence Agency (CIA) et utilisés directement ou indirectement par les gouvernements des États-Unis pour mener des actions terroristes contre Cuba pendant plus d'une quarantaine d'années, y compris la destruction en plein vol d'un avion civil par Luis Faustino Clemente Posada Carriles, qui a provoqué la mort de 73 personnes, a été signé par M^{me} Moscoso.

Le lourd casier judiciaire de ces terroristes regorge de crimes contre le peuple cubain, comme l'attestent amplement divers documents officiels de l'Organisation des Nations Unies (voir appendice I).

Ces terroristes avaient été arrêtés en novembre 2000 à Panama et jugés dans ce pays pour avoir voulu attenter à la vie du Président Fidel Castro. L'attentat aurait été perpétré à l'aide de dizaines de kilogrammes d'explosifs de forte puissance à l'occasion d'une rencontre entre la délégation cubaine au dixième Sommet ibéro-américain organisée à l'auditorium de l'Université de Panama et des étudiants, des travailleurs et des autochtones de ce pays.

Cette grâce est intervenue en dépit d'avertissements répétés du Gouvernement de la République de Cuba au sujet de l'importance de faire triompher la justice et de combattre l'impunité, et des demandes réitérées dans ce sens par les parents cubains des victimes d'actes terroristes commis par ces criminels et par des secteurs majoritaires de la population panaméenne.

L'histoire de l'impunité dont jouissent actuellement ces terroristes remonte au 10 avril 2001, date à laquelle la Présidente du Panama en personne, par les décrets 58, 59, 60 et 61, a rejeté la demande, pourtant juste et fondée, d'extradition des quatre terroristes présentée le 12 janvier de la même année par le Gouvernement cubain, conformément à toutes les formalités qu'imposent en l'espèce la législation panaméenne et les instruments internationaux en vigueur.

Par son action, M^{me} Moscoso a discrédité et ridiculisé les déclarations faites le 15 juillet 2004 par son ministre des affaires étrangères qui, selon le communiqué n° 100 publié par le Ministère des affaires étrangères du Panama, avait réitéré que «Posada Carriles et ses complices ont été jugés et condamnés et purgeront les peines qui leur ont été infligées».

Comme on s'en souviendra, Luis Posada Carriles et Gaspar Jiménez Escobedo ont été condamnés à huit ans de privation de liberté, et Pedro Remón et Guillermo Novo Sampoll à sept ans, sentences contre lesquelles se sont pourvus les avocats qui représentent les organisations ouvrières, étudiantes et autochtones panaméennes, car elles ne correspondent pas à la gravité du crime, et la procédure elle-même a été entachée d'irrégularités.

L'ex-Présidente Moscoso a beau soutenir avoir agi pour des raisons d'ordre humanitaire, on sait pertinemment que l'explication réelle d'une décision aussi honteuse n'est pas là.

La mise en liberté des quatre terroristes avait été exigée avec insistance de l'ex-Présidente Moscoso par la mafia terroriste d'origine cubaine de Miami et les chefs des bandes de terroristes qui opèrent de là-bas en toute impunité contre le peuple cubain. Les médias font état d'une généreuse récompense monétaire offerte à M^{me} Moscoso pour prix de sa décision sinistre et immorale.

Par ailleurs, le Secrétaire d'État des États-Unis lui avait demandé, lors de sa visite au Panama à l'occasion du centenaire de la République, que les quatre terroristes soient remis en liberté à l'issue de leur procès. Ainsi donc, l'ex-Présidente panaméenne aura par sa décision rendu un signalé service à l'administration du Président George W. Bush qui cherche à se faire réélire grâce au soutien des groupes extrémistes et violents d'origine cubaine basés en Floride.

En prenant le parti du terrorisme contre Cuba et en protégeant des criminels convaincus et déclarés, l'ex-Présidente Moscoso s'est non seulement comportée de manière indigne, mais l'a également fait en violation flagrante de la législation panaméenne même, selon laquelle il est interdit d'accorder une grâce avant la fin d'un procès et si une peine de prison ferme a été prononcée.

Enrayer la procédure judiciaire engagée contre lesdits terroristes alors qu'elle se trouvait au stade de l'appel, et empêcher la justice de se prononcer de manière définitive dans une affaire aussi délicate, constitue un affront au peuple cubain, aux victimes des crimes perpétrés par ces individus, au peuple panaméen et à tous ceux qui, à travers le monde, luttent dignement contre le terrorisme.

Libérer ces terroristes au moment où la communauté internationale s'emploie à combattre le terrorisme international constitue également un acte immoral et relève d'une grave irresponsabilité.

Cuba a déjà clairement indiqué que l'histoire attribuera à l'ex-Présidente Moscoso et à son gouvernement la responsabilité et les conséquences de cette décision qui va non seulement à l'encontre des efforts à déployer au niveau international pour bien écarter toute menace d'acte terroriste, y compris de l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi des obligations contractées à cet égard par la République du Panama, notamment dans le cadre de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, approuvée par l'Assemblée générale de l'ONU le 15 décembre 1997 et dont la République du Panama est un État partie.

Permettez-moi de rappeler, Monsieur le Président, que dans le premier rapport (S/2002/15) qu'elle a présenté au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste en application de cette résolution, Cuba a fourni de nombreuses précisions sur les actes de terrorisme commis contre elle et sur les auteurs de ces actes.

Le rapport comportait notamment une liste des organisations terroristes qui mènent ou ont mené des actions contre Cuba depuis l'étranger et une liste des personnes et entités ayant commis des actes de terrorisme contre ce pays, sur laquelle figuraient les quatre individus graciés par M^{me} Mireya Moscoso.

Dans ces conditions, le Gouvernement cubain souhaite savoir quelles mesures le Comité contre le terrorisme envisage de prendre compte tenu des nombreuses précisions qui lui ont été apportées par Cuba.

En outre, le Gouvernement cubain demande au Comité contre le terrorisme d'évaluer la situation décrite, dans l'espoir que ces travaux pourront mettre fin à l'impunité dont jouissent ces terroristes.

Le Gouvernement cubain souhaite connaître les conclusions formulées par le Comité contre le terrorisme au sujet des faits commis par M^{me} Mireya Moscoso, compte tenu des dispositions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, en particulier des dispositions figurant au paragraphe 2.

Cuba, qui pendant plus de 40 ans a été victime d'actes de terrorisme atroces, condamne avec la plus grande fermeté tous les actes, méthodes et pratiques liés au terrorisme sous toutes leurs formes et manifestations, où qu'ils soient commis et quel qu'en soit l'auteur; souligne à nouveau sa décision de coopérer à la lutte contre le terrorisme international et espère que la communauté internationale ne restera pas passive face à cette mesure qui encourage le terrorisme et en récompense les responsables.

Une biographie sommaire contenant certains des antécédents terroristes des individus graciés par M^{me} Mireya Moscoso figure en annexe (voir appendice II).

(Signé) Felipe **Pérez Roque**

Appendice I

Sélection de documents officiels de l'Organisation des Nations Unies dans lesquels il est fait référence aux activités terroristes perpétrées contre Cuba par les individus auxquels M^{me} Mireya Moscoso a accordé sa grâce

- Lettre datée du 27 avril 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/23850).
- Lettre datée du 8 mai 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/23890).
- Lettre datée du 13 mai 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/23912).
- Lettre datée du 13 mai 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/23913).
- Projet de résolution présenté au Conseil de sécurité par Cuba. Distribué en tant que document officiel sous la cote S/23990.
- Lettre datée du 13 mai 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/24009).
- Lettre datée du 26 mai 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/24003).
- Lettre datée du 26 octobre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/250-S/2001/1037).
- Lettre datée du 26 octobre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2001/1039).
- Lettre datée du 26 octobre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/222-S/2001/1040).
- Lettre datée du 29 octobre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/56/221-S/2001/1038).
- Lettre datée du 16 juin 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/57/841).

- Lettre datée du 27 janvier 2004, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/58/696).
- Premier rapport présenté par Cuba au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste (S/2002/15).
- Rapport du Secrétaire général sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international (A/57/183).
- Rapport du Secrétaire général sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international (A/58/116).
- Note du Secrétaire général transmettant le rapport sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, présenté par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner cette question (A/56/224).
- Note du Secrétaire général transmettant le rapport sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, présenté par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner cette question (A/57/178).
- Note du Secrétaire général transmettant le rapport sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, présenté par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner cette question (A/58/115).

Appendice II

Antécédents terroristes des individus graciés par M^{me} Moscoso

Luis Faustino Clemente Posada Carriles

Alias Ramón Medina, Ignacio Medina, Juan Ramón Medina, Ramón Medina Rodríguez, José Ramón Medina, Rivas López, Juan José Rivas, Juan José Rivas López, Julio César Dumas, Franco Rodríguez Mena.

Il quitte Cuba le 25 février 1961 après s'être introduit dans l'ambassade d'Argentine en 1960.

Il intègre l'armée américaine où il reçoit une formation militaire.

En 1963, il est recruté par la CIA, où il dispense une formation sur des questions maritimes. En 1964, il est affecté à la tête d'un camp de la « Junte révolutionnaire » (JURE), où des terroristes d'origine cubaine reçoivent un entraînement. Dans ce camp, la CIA le forme au maniement des explosifs et aux opérations de démolition. Il dirige ensuite une équipe d'infiltration de la CIA qui a mené des activités contre Cuba.

Au cours des années 60, il s'est lié avec des membres d'Alpha 66, des commandos L, du Mouvement du 30 novembre, qui sont au nombre des organisations encourageant les actes de terrorisme contre Cuba.

À la fin des années 60, il s'installe au Venezuela et, en 1967, il entre à la Direction des services de renseignement et de la prévention (DISIP) de ce pays où il occupe le poste de chef des opérations et d'autres fonctions (liaison avec la CIA, notamment). Par la suite, il crée l'Agence de détectives et d'enquêtes commerciales et industrielles, qui ferme ses portes lorsque est établie sa participation au sabotage d'un appareil de la compagnie aérienne Cubana de Aviación à la Barbade en 1976, au cours duquel ont péri 73 passagers, et pour lequel il est condamné et emprisonné.

De 1976 au 18 août 1985, il est détenu dans plusieurs prisons vénézuéliennes, dont il s'est finalement évadé après plusieurs tentatives, avec le concours de la Fundación nacional cubanoamericana (FNCA).

Après s'être évadé de prison, il se rend en El Salvador où il est le conseiller des Contras nicaraguayens à la base militaire de Llopango pendant deux ans environ.

En février 1990, il est victime d'un attentat au Guatemala au cours duquel il est grièvement blessé. Dans ce pays, il était employé comme conseiller pour la sécurité à GUATEL (entreprise guatémaltèque des télécommunications). À la suite de cet attentat, il reçoit une assistance financière du Directeur de la FNCA, Alberto Hernandez, qui prend à sa charge certains des frais d'hospitalisation.

Une fois rétabli, il se rend dans la ville de San Pedro Sula (Honduras) où son ami, Rafael Hernández Nodarse, homme d'affaires d'origine cubaine, l'installe dans une chambre d'hôtel à ses frais.

Dans les années 90, il est fréquemment en contact avec Gaspar Jiménez Escobedo, connu sous le nom de « Gasparito », et d'autres terroristes avec lesquels il tente de préparer plusieurs attentats contre le Président Fidel Castro, et aide

diverses organisations basées à Miami à acheter des armes en Amérique centrale pour mener des opérations armées contre Cuba.

Durant cette période, il effectue de nombreux voyages dans des pays d'Amérique centrale et, en particulier, au Honduras, au Guatemala, au Costa Rica et en El Salvador. Dans ces pays, il entretient des relations étroites avec des officiers militaires et des hommes d'affaires qui lui apportent leur soutien. Il se rend également à Miami, en Espagne, en République dominicaine, au Venezuela et à Aruba.

En janvier 1994, il participe à la préparation d'un complot contre le Président Fidel Castro, financé par la FNCA nacional, qui devrait être exécuté au Honduras à l'occasion de la cérémonie d'investiture du Président Carlos Roberto Reina. En juin, il se rend en Colombie en compagnie de Gaspar Jiménez Escobedo pour la même raison.

En juin 1995, il se rend au Costa Rica pour dynamiter un navire cubain et en décembre, il prépare, avec Ramon Orozco Crespo, un attentat à la dynamite contre un objectif cubain.

En 1995, avec la complicité de certains officiers militaires honduriens, il pose 41 bombes au Honduras, comme l'a déclaré en 1997, M. Ramón Custodio, Président du Comité hondurien des droits de l'homme.

En 1997, avec l'aide des dirigeants de la FNCA, il organise la structure terroriste mise en place en Amérique centrale dans l'objectif de mener des opérations de commandos contre Cuba, en recrutant des mercenaires de la région, fait qu'il a admis publiquement au milieu de 1998.

En 1997, il prend également part, avec le Directeur de la FNCA, Arnaldo Monzon Plasencia, à la préparation d'un attentat contre le Président Fidel Castro qui devait être perpétré à la faveur du septième Sommet ibéro-américain convoqué sur l'île Margarita (Venezuela). Lors de ces préparatifs, il fait part de son projet à certains contre-révolutionnaires de ce pays, notamment Nelly Rojas, Pedro Morales et Francisco Pimentel, qui apparemment lui prêtent assistance.

Il organise directement divers attentats à la bombe contre Cuba, recrutant à cette fin des mercenaires comme Chávez Abarca et Otto René Rodríguez Llerena. Pour ces attentats, qui ont commencé en avril 1997, 14 bombes ont été fabriquées, dont huit ont explosé, quatre ont été neutralisées avant d'exploser et deux ont été saisies au moment de leur introduction dans l'aéroport. Ces explosions ont fait un mort, plusieurs blessés et causé d'importants dégâts matériels.

En outre, des attentats à l'explosif sont également commis contre les bureaux des entreprises cubaines à Havanatur aux Bahamas et Cubanacán au Mexique.

Il participe directement à l'organisation d'un complot contre le Président Fidel Castro au cours de sa visite en République dominicaine en août 1998, dans laquelle étaient impliqués d'autres terroristes basés à Miami.

La même année, il prépare un attentat à la bombe contre un appareil de Cubana de Aviación assurant la liaison entre La Havane et l'Amérique centrale.

En 1999 et en 2000, Posada Carriles continue de tramer divers complots terroristes du même type ayant pour cibles l'économie cubaine et d'autres objectifs

situés à Cuba ainsi que des avoirs et intérêts cubains à l'étranger, pour lesquels il s'est procuré des explosifs et d'autres munitions.

L'attentat prévu à l'occasion du dixième Sommet ibéro-américain est préparé directement par Francisco « Pepe » Hernández et Alberto Hernández lors de rencontres avec Posada Carriles dans des pays d'Amérique centrale.

Pour organiser cet attentat, Posada Carriles rencontre à plusieurs reprises les terroristes Gaspar Jiménez et Antonio Iglesias, entre autres, qui lui remettent des fonds de la FNCA destinés à l'achat d'armes et d'explosifs.

Entre août et octobre de l'année précédente, Posada, muni de faux papiers d'identité, effectue plusieurs voyages au Honduras, au Costa Rica et au Panama pour poursuivre ces préparatifs. Au Costa Rica, il reçoit une assistance financière et des facilités pour introduire clandestinement au Panama par voie terrestre les armes achetées.

Pendant son séjour au Panama, il procède aux travaux de reconnaissance des lieux nécessaires à l'exécution de cet attentat.

Pendant la tenue du dixième Sommet ibéro-américain en novembre 2000, en République du Panama, les autorités de ce pays l'arrêtent de même que Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo, Guillermo Novo Sampoll et Pedro Remón Rodríguez pour avoir participé à un attentat contre le Président cubain.

Gaspar Eugenio Jiménez Escobedo

Entraîné par la CIA depuis 1961, notamment au maniement d'explosifs, il a été membre des organisations terroristes Abdala, Cuba Independiente y Democrática, et il a remplacé à la tête de la Coordination des organisations révolutionnaires unies (CORU), le terroriste Orlando Bosh qui était détenu au Venezuela à la suite de l'attentat commis contre l'avion de Cubana de Aviación à la Barbade.

Il est l'organisateur et l'auteur de plusieurs attentats contre des fonctionnaires cubains en poste dans des bureaux représentant Cuba à l'étranger.

Avec les terroristes Gustavo Castillo et Orestes Ruiz Fernández, il participe directement, le 23 juillet 1976, à la tentative d'enlèvement du Consul cubain à Mérida (États-Unis du Mexique), Daniel Ferrer Fernández, au cours duquel a été assassiné le technicien cubain de la Flota Camarorena del Caribe, Artaignan Díaz Díaz. Au bout de quelques mois de détention, il a réussi à s'évader de la prison où il était détenu au Mexique.

En 1977, il est arrêté par les autorités des États-Unis qui l'accusent d'avoir enfreint la loi de neutralité, puis il est relâché.

En 1986, il se rend, en compagnie de Silas Cuervo, en El Salvador, où il rencontre le terroriste Luis Posada Carriles, pour monter un complot contre Fidel Castro, sachant qu'à ce moment-là, Posada Carriles était à la tête d'un camp où étaient entreposées de grandes quantités d'armes, qu'il avait demandé aux Américains de lui fournir pour mener des opérations communes contre le Gouvernement nicaraguayen.

En juin 1993, il se joint au groupe paramilitaire de la FNCA, dont il devient l'un des principaux militants. Il est garde du corps de l'ancien Directeur de cette organisation, Alberto Hernández.

La même année, il participe à la préparation d'un attentat contre le Président Fidel Castro, lors de la visite qu'il devait effectuer pour assister à la cérémonie d'investiture du Président hondurien, Carlos Alberto Reina. Cette visite n'ayant pas eu lieu, ce projet a été remis à 1994, en Colombie, durant le quatrième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement, mais il n'a finalement pas abouti.

Il est l'un des principaux membres de la FNCA chargés d'assurer la liaison avec Posada Carriles lors de la préparation du complot avorté au Panama, pour lequel il s'était rendu en Amérique centrale dans le but de remettre des fonds à ce dernier.

Lors de la tenue du dixième Sommet ibéro-américain en novembre 2000 en République du Panama, les autorités de ce pays l'ont arrêté, en même temps que Posada Carriles, Guillermo Novo Sampoll et Pedro Remón Rodríguez, pour avoir participé à un attentat contre le Président cubain.

Guillermo Novo Sampoll

Terroriste notoire, auteur, avec son frère Ignacio Novo Sampoll et José Dionisio Suárez, de l'assassinat de l'ancien Ministre chilien des affaires étrangères, Orlando Letelier.

En 1961, agissant sur instructions du Mouvement nationaliste cubain, il participe à la préparation de l'invasion mercenaire de Cuba par la Playa Girón (baie des Cochons), mais son groupe n'est pas parvenu à débarquer, les envahisseurs ayant été mis en déroute. Lorsque le Mouvement nationaliste cubain est réorganisé, il se joint au groupe de Julio Pérez Pérez, admettant publiquement avoir posé des bombes au nom du « Comando Cero ». Il devient le principal dirigeant du Mouvement nationaliste cubain.

En décembre 1964, il lance une attaque au bazooka contre le bâtiment de l'Organisation des Nations Unies à New York alors que le commandant Ernesto Che Guevara, représentant de la République de Cuba prononçait une allocution en plénière. Il est arrêté par le FBI puis libéré contre versement d'une caution de 15 000 dollars.

Il est arrêté en juin 1967, avec son frère Ignacio, par la police du New Jersey pour possession illégale d'explosifs. Ils sont tous deux condamnés en 1968 à une amende de 250 dollars et placés en liberté conditionnelle pendant deux ans.

En 1973, il est déféré au tribunal de district du New Jersey pour infraction à la loi de neutralité car il avait participé à des opérations dirigées contre le consulat de Cuba à Montréal (Canada) et contre un navire cubain. Il est condamné à une peine de prison de six mois, et est placé en liberté conditionnelle pendant cinq ans.

À la fin des années 80, il devient membre du groupe paramilitaire de la FNCA, organisation terroriste ayant son siège à Miami.

Au cours du dixième Sommet ibéro-américain tenu en novembre 2000 en République du Panama, les autorités de ce pays l'ont arrêté en même temps que Posada Carriles, Gaspar Jiménez Escobedo et Pedro Remón Rodríguez, pour avoir participé à un attentat contre le Président cubain.

Pedro Crispín Remón Rodríguez

Né à Cuba en 1945, il quitte le pays pour les États-Unis.

Il est l'un des membres de l'organisation terroriste Omega-7.

Dans un rapport confidentiel, le FBI indique qu'il est l'assassin du diplomate cubain Félix García Rodríguez et de l'Américain d'origine cubaine Eulalio José Negrin.

Il reçoit un entraînement de la CIA en vue de l'invasion de la Playa Girón. Après l'échec de cette opération, les protagonistes – rompus au maniement des armes et des explosifs à Fort Benning –, réapparaissent dans les rangs de plusieurs organisations terroristes, dont certaines bénéficiaient manifestement du soutien de la CIA.

Selon un rapport du FBI, daté d'octobre 1993, qui a été mis en diffusion générale, Pedro Remón est impliqué pour la première fois dans des activités terroristes lorsqu'il est arrêté à la frontière entre le Canada et les États-Unis en décembre 1980, quelques heures après l'explosion d'une bombe au consulat de Cuba à Montréal.

Il continue de participer à des complots terroristes contre Cuba. Il demeure en contact avec Luis Posada Carriles. Il est impliqué dès le départ dans l'attentat contre le Président Fidel Castro, en étant l'un des principaux organisateurs et peut-être l'un des auteurs.

Lors du dixième Sommet ibéro-américain tenu en novembre 2000 en République du Panama, les autorités de ce pays l'ont arrêté en même temps que Posada Carriles, Guillermo Novo Sampoll et Pedro Remón Rodríguez pour avoir participé à un attentat contre le Président cubain.